ASSEMBLÉE NATIONALE

3 février 2014

FORMATION PROFESSIONNELLE - (N° 1754)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N ° 825

présenté par
M. Gille

ARTICLE 7

Après le mot :

« être »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 3 :

« demandée à l'apprenti à l'occasion de la conclusion, de l'enregistrement ou de la rupture du contrat d'apprentissage, ni à l'employeur à l'occasion de l'enregistrement du contrat d'apprentissage ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à garantir le principe de gratuité du contrat d'apprentissage pour les apprentis et à rappeler la gratuité de la procédure d'enregistrement pour l'employeur.

En revanche, il laisse la possibilité aux centres de formation des apprentis de demander un financement complémentaire aux employeurs quand le coût de la formation est supérieur aux coûts fixés par les listes préfectorales, notamment dans l'enseignement supérieur.